

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

-----★★★-----



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

★★★

**DELEGATION GENERALE A LA PROTECTION SOCIALE ET A LA SOLIDARITE NATIONALE
(DGPSN)**

★★★

DIRECTION DES STRATEGIES ET DE LA PLANIFICATION



Bilan d'activités de la DGPSN pour l'année

© Mars 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE 1

LISTE DES TABLEAUX 2

SIGLES ET ACRONYMES 3

INTRODUCTION 4

I. LE CADRE DE PLANIFICATION DE 2017 ET METHODOLOGIE D’ELABORATION DU RAPPORT
D’ACTIVITES 4

I.1. Rappel de la planification de l’année 2017 4

I.2. Méthodologie d’élaboration du rapport d’activités de la DGPSN 5

II. ANALYSE DES RESULTATS PAR OBJECTIF 5

II.1.objectif 1 : renforcement du dispositif institutionnel de coordination et de régulation du système
de protection sociale 5

II.1.1.Composante Coordination et régulation..... 5

II.2.Composante Registre National Unique 6

II.1.3.Composante suivi-évaluation 8

II.1.4.Composante communication 10

II.2.Objectif 2 : développement de projets/programmes de filets sociaux structurels et conjoncturels
intégrés 11

II.2.1.Composante programmes de cash transfert 11

II.2.2.Composante promotion de la mise en œuvre d’un paquet de service de base Erreur ! Signet non défini.

II.2.3.Composante solidarité nationale 14

II.2.4.Composante sécurité alimentaire..... 16

II.3.Objectif 3 : amélioration du cadre fonctionnel de la DGPSN 18

II3.1.Composante gestion 18

III. ANALYSE DE L’EXECUTION FINANCIERE 20

III.1.les recettes 20

III.2.les dépenses 20

IV. DIFFICULTES..... 20

IV.1. Les difficultés notées en lien avec l’objectif 1 21

IV.2. Les difficultés notées en lien avec l’objectif 2 21

IV.3. Les difficultés notées en lien avec l’objectif 3 21

V. PERSPECTIVES 22

V.1. Les perspectives en lien avec l’objectif 1..... 22

V.2. Les perspectives en lien avec l’objectif 2..... 22

V.3. Les perspectives en lien avec l’objectif 3..... 23

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS..... 23

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Situation des indicateurs liés au résultat 1 5

Tableau 2: Situation des indicateurs liés au résultat3 6

Tableau 3: Situation des indicateurs liés au résultat4 7

Tableau 4: Situation des indicateurs liés au résultat5 8

Tableau 5: Situation des indicateurs liés au résultat6 8

Tableau 6: Situation des indicateurs liés au résultat7 10

Tableau 7: Situation des indicateurs liés au résultat1 11

Tableau 8: Situation des indicateurs liés au résultat2 13

Tableau 9: Situation des indicateurs liés au résultat3 **Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 10: Situation des indicateurs liés au résultat4 13

Tableau 11: Situation des indicateurs liés au résultat5 14

Tableau 12: Situation des indicateurs liés au résultat6 14

Tableau 13: Etat récapitulatif des demandes d’aides 15

Tableau 14: Situation des indicateurs liés au résultat8 16

Tableau 15: Situation des indicateurs liés au résultat9 17

Tableau 16: Situation des indicateurs liés au résultat10 18

Tableau 17: Situation des indicateurs liés au résultat11 18

Tableau 18: Situation des indicateurs liés au résultat1 18

Tableau 19: Situation des indicateurs liés au résultat2 19

Tableau 20: Situation des indicateurs liés au résultat3 20

Tableau 21: Situation de l’exécution du budget de 2017 20

SIGLES ET ACRONYMES

AGR : Activités Génératrice de Revenus,
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
AC: Agence Comptable
ARC: African Risk Capacity
ANACIM : Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
BID : Banque Islamique de Développement
BM : Banque Mondiale
BCV : Banques Céréalières Villageoises
CEC : Carte d'Egalité des Chances
CFA : Communauté Financière d'Afrique
CILSS : Comité Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNT/SAP : Comité Technique National du Système d'Alerte Précoce
CSA : Commissariat à la Sécurité alimentaire
DAF : Direction Administrative et Financière
DAPSA : Direction de l'Analyse et des Prévisions des Statistiques Agricoles
DGPFS : Direction de la Gestion des Projets de Filets sociaux
DGPSN : Délégation Générale à la Protection et à la Solidarité Nationale
DRNU : Direction du Registre National Unique
DSP : Direction des Stratégies et de la Planification
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FSN : Fonds de Solidarité Nationale
INPS : Initiative Nationale pour la Protection Sociale des groupes vulnérables
MAER : Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural
MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PADAER : Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
PAFA : Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PNBSF : Programme National de Bourses de Sécurité Familiale
PRODES: Programme de renforcement des dynamiques locales de développement économique et social
PTF : Les Partenaires Techniques et Financiers
PSE : Plan Sénégal Emergent
UCPSE : Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique
UE : Union Européenne
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour L'Enfance
USAID: United States Aids For International Développement
RNU : Registre National Unique
SAP : Système d'Alerte Précoce
SE/CNSA : Secrétariat Exécutif du Conseil National à la Sécurité Alimentaire
SIG : Système d'Information et de Gestion
SNAR : Stratégie Nationale pour la Sécurité Alimentaire et la Résilience
SNPS : Stratégie Nationale de la Protection Sociale

INTRODUCTION

L'axe II du Plan Sénégal Emergent intitulé «capital humain, protection sociale et développement durable» considère la protection sociale comme un investissement, une source de cohésion sociale, ainsi qu'un moyen de rompre le cercle vicieux de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Le Sénégal a pris l'option d'une Protection Sociale Universelle (PSU) en i) fournissant aux populations des prestations et des soins essentiels de santé par le biais de la Couverture Maladie Universelle (CMU), ii) en garantissant un minimum de revenus aux ménages les plus pauvres par des programmes de transferts monétaires (Programme National de Bourses de sécurité Familiale - PNBSF) et iii) en traduisant en actes concrets la promotion et la protection des droits des personnes handicapées, à travers la Carte d'égalité des chances (CEC). A travers ces programmes prioritaires, le Gouvernement a voulu rendre plus performant le système national de protection sociale.

La Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN) est chargée, aux plans politique et stratégique, d'impulser et de coordonner la politique publique en matière de protection sociale et de solidarité nationale. Au niveau opérationnel, elle met en œuvre le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF), organise la solidarité nationale, participe à la lutte contre l'insécurité alimentaire et administre le Registre national unique (RNU).

Dans un contexte de Gestion Axée sur les Résultats (GAR), la DGPSN a élaboré, de façon participative, son plan stratégique de développement pour la période 2017- 2021. Pour atteindre les objectifs fixés, un plan d'actions quinquennal et un plan de travail annuel budgétisé ont été conçus en 2017. L'exécution de ces plans relève des efforts conjugués de l'ensemble des directions et services.

A travers ce rapport, la DGPSN décline sa contribution, pour l'année 2017, aux efforts accomplis dans le secteur de la protection sociale.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT D'ACTIVITES

I.1. Rappel de la planification de l'année 2017

Le plan stratégique de la DGPSN pour la période 2017-2021 est le cadre de planification de la DGPSN pour l'année 2017. Il est bâti autour de trois objectifs stratégiques :

- ✓ **Renforcer le dispositif institutionnel de coordination et de régulation du système de protection sociale** : il s'agit de i) faire face au défi de la conception et de la coordination par une approche multisectorielle; ii) développer les mécanismes de mobilisation des ressources nécessaires au financement de la Stratégie nationale de Protection sociale (SNPS); iii) permettre l'harmonisation des méthodes de ciblage et la mise en place d'un système d'information adapté aux besoins; iv) veiller sur l'impact et l'efficience des projets et programmes de protection sociale; v) permettre un plaidoyer national sur la participation de tous les acteurs à la gestion et à la mise en œuvre de la politique de protection sociale ;
- ✓ **Développer des projets et programmes de filets sociaux structurels et conjoncturels intégrés** : A ce niveau, il s'agit de i) consolider la mise en œuvre du PNBSF; ii) mettre en place un cadre juridique et institutionnel définissant le paquet de prestations

- minimales, iii) établir des partenariats dynamiques en faveur des filets sociaux; iv) assister les populations défavorisées ou en détresse (sinistres, insécurité alimentaire...).
- ✓ **Améliorer le cadre fonctionnel de la DGPSN** : il s'agit de i) réviser l'organigramme de la DGPSN; ii) mettre à jour le manuel de procédures ; iii) renforcer les capacités du personnel.

I.2. Méthodologie d’élaboration du rapport d’activités de la DGPSN

Ce rapport est le résultat d’une compilation des bilans de différentes directions et services de la DGPSN. Il s’agit d’une analyse i) des performances ; ii) des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan de travail annuel (PTA) ; iii) des perspectives.

II. ANALYSE DES RESULTATS

II.1. objectif 1 : renforcer le dispositif institutionnel de coordination et de régulation du système de protection sociale

II.1.1. Composante coordination et régulation

Résultat 1: Les instruments de coordination et de régulation sont fonctionnels

Tableau 1: Situation des indicateurs liés au résultat 1

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	Réalisation		Cible
		2017	2018	2018
Nombre de réunions statutaires du CIP tenues	2	2	2	2
Nombre de réunions du CT tenues	4	4	4	4
Nombre de sessions de formation en Protection sociale	2	2	2	2
Nombre d'acteurs formés en Protection sociale	1	25	25	25
Nombre de groupes de travail pour les étapes du cycle de vie créés	0	0	5	4
Nombre de cadres de concertation régionaux en protection sociale créés	0	0	7	7

Dans le cadre du renforcement des instruments de coordination et de régulation, les indicateurs retenus ont trait à la mise en place et au fonctionnement du dispositif de coordination et de suivi et évaluation de la SNPS. Pour cette année-ci, l’ensemble des cibles fixées sont atteintes. Comparativement à l’année 2017, où 4/6 indicateurs ont été pris en charge, la différence est réalisée grâce à la mise en place des groupes de travail et des cadres de concertation régionaux.

Les activités menées dans le cadre du renforcement de la coordination et de la régulation du secteur concernent :

❖ Tenir régulièrement les réunions du Comité Interministériel de Pilotage et du Comité Technique :

Le Comité Interministériel de Pilotage de la SNPS a tenu ses deux réunions statutaires aux mois de mars et septembre 2018. Elles avaient respectivement pour objet « Etat des lieux des programmes phares (PNBSF la CMU, la CEC) » et les interventions du sous-secteur contributif.

Le Comité Technique s’est réuni durant les ateliers d’élaboration du rapport de contribution de la protection sociale à la RAC, du CMR et de la PAM de la SNPS.

Tant bien que les rencontres du CIP sont en train de se tenir, cette entité n’est pas encore le cadre décisionnel qui doit apporter les changements structurels qui feront de la protection sociale levier de réduction de la vulnérabilité sociale.

❖ Renforcer les capacités des acteurs en protection sociale

Le renforcement de capacité des acteurs en protection sociale permet de niveler les connaissances des membres du comité technique en matière de protection sociale. L'exécution de cette activité concrétise à travers la tenue de deux ateliers de formation en protection sociale aux mois de juillet et novembre 2018, avec l'appui respectif de la PAFS et du BIT, sur les thématiques suivantes : **Mécanismes et fonctionnement du système contributive ; contours et champs de la protection sociale.**

❖ Mettre en place des groupes de travail par cycle de vie

La mise en place des groupes de travail cycle de vie se fait dans le cadre du renforcement du dispositif de coordination de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale. Pour chaque objectif stratégique, une commission a été mise en place afin de coordonner la mise en œuvre et le suivi des programmes y afférent. Dans le même sillage, pour matérialiser la coordination et le suivi au niveau local, des plateformes régionales ont été mis en place dans 7 régions.

❖ Mettre en place un référentiel de contrôle et de régulation de protection sociale

Le référentiel de contrôle et de régulation de la protection sociale sera constitué des outils instrument et procédures du système. Parmi ses éléments constituant, nous avons la mise en place du dispositif de coordination et de suivi et évaluation (SNPS, CMR, PAM, manuels de suivi et évaluation) et l'élaboration du draft de projet de la loi d'orientation de la protection sociale.

Résultat 2 : L'accompagnement de l'évolution institutionnelle de la DGPSN est effectif

Parmi les défis de la protection sociale, figurent la consolidation des acquis et l'attribution davantage de prérogatives à la DGPSN. Les activités liées à ce résultat nécessitent une adhésion des parties prenantes, une capitalisation des expériences dans le domaine, notamment celle des pays d'Amérique Latine ont été partagées avec l'appui des PTF. Le processus devait commencer par la réalisation du diagnostic des missions des intervenants en de protection sociale afin d'aboutir à la révision des textes du secteur. Des initiatives en ce sens ne sont pas encore prises, de quoi poser le débat sur l'opportunité de maintenir cette stratégie.

II.1.2. Composante Registre National Unique

Résultat 3 : Développement et mise à jour des données du RNU

Tableau 2: Situation des indicateurs liés au résultat3

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre de régions dont les données RNU sont mises à jour	NA	3	0
Nombre de ménages enregistrés dans le RNU	442.053	450.000	442.053

NA : Non Applicable

Au terme de cette année 2017, ces deux indicateurs n'ont pas été réalisés. Cependant, toutes les autres activités liées au processus de revalidation et d'extension ont été réalisées, à l'exception de la collecte de données (cf. annexe tableau de bord de suivi).

Avec l'extension du RNU qui consiste à inscrire 22.495 nouveaux ménages pauvres/vulnérables dans les régions de Matam, Tamba, Kaolack et Kaffrine, le RNU s'est fixé un nouvel objectif de 464.548 ménages.

Les activités réalisées pour le développement et la mise à jour des données du RNU sont :

❖ **Organiser l’atelier de mise à jour de la fiche unifiée**

L’atelier de révision de la fiche a été tenu avec l’ensemble des sectoriels et autres utilisateurs du RNU. Il a été l’occasion de faire l’état des lieux du développement du SIG, du processus de mise à jour (par l’intégration des variables relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la prise en compte de la dimension Genre).

❖ **Mettre à jour et étendre le RNU**

La mise à jour permet de : i) corriger les erreurs matérielles d’inclusion et d’exclusion) répondre aux besoins des programmes, iii) assurer la permanence, la fiabilité et la validité des données dans le temps.

Quant à l’extension, elle permet d’intégrer dans le RNU, l des ménages pauvres selon la carte de pauvreté du Sénégal élaborée à partir des données du dernier recensement général de la population

Ce processus est en cours dans les régions de Matam, Tambacounda, Kaffrine et Kaolack.

Par ailleurs, l’audit technique des données n’a pu être réalisé en 2017, car il a été recommandé d’attendre la mise à jour intégrale de la base.

Résultat 4 : Le SIG du RNU est fonctionnel

Tableau 3: Situation des indicateurs liés au résultat4

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre d'utilisateurs formés sur les modules du SIG	AN	20	25
Nombre de projets et programmes utilisant le RNU	11	4	9

La fonctionnalité du SIG du RNU est essentielle pour rendre efficient le ciblage des bénéficiaires des programmes et projets de protection sociale. Les deux indicateurs retenus ont atteint leur cible.

Les activités effectuées pour la fonctionnalité du SIG du RNU concernent :

❖ **Développer le SIG**

La première version web du SIG a été finalisée et mise en ligne avec l’appui de l’ADIE et une partie du personnel de la DGPSN formée à son utilisation.

❖ **Acquérir du matériel informatique pour le SIG du RNU**

Les serveurs et autres matériels informatiques du SIG sont acquis. Les serveurs sont logés à l’ADIE qui héberge le SIG.

❖ **Interfaçage des SIG sectoriels au SIG RNU**

Pour l’interfaçage du SIG du RNU et des SIG des ministères sectoriels, un atelier a été organisé. Seule la CMU possède un SIG prêt à un interfaçage. Le RNU a développé les services web pour l’interfaçage, un module spécifique pour le Ministère de l’Elevage et un module requête qui permet aux sectoriels de visualiser les données du RNU.

❖ **Développer des modules complémentaires du SIG**

Des modules complémentaires ont été développés sur le SIG du RNU (version web) pour la prise en charge des ménages vulnérables aux chocs et pour les besoins spécifiques aux interventions de protection sociale adaptative (projet de réponse aux chocs).

Le développement de la version off line (version mobile) est en cours.

❖ **Former les acteurs utilisateurs sur les modules du SIG du RNU**

Des sessions de formation des formateurs se sont tenues.

Dakar et Kaffrine sont les régions pilotes où les formations des utilisateurs se sont déroulées

❖ **Catégoriser les ménages**

Les ménages du RNU ont été répartis en cinq catégories dont 4 composées de ménages vulnérables de taille équivalente (la catégorie 1 pour les ménages les plus vulnérables et la catégorie 4 pour les moins vulnérables). Les ménages de la catégorie 5 ne sont pas pauvres car ils peuvent faire face à leurs dépenses, disposent parfois de biens durables et ont un niveau de vie plus élevé.

Résultat 5 : La communication du RNU est renforcée

Tableau 4: Situation des indicateurs liés au résultat5

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le RNU	NA	13 ¹	0
Nombre de séances de sensibilisation sur le RNU	NA	344	345

La communication sur le RNU vise son appropriation par les acteurs. Un indicateur sur les deux retenus a atteint la cible. En 2017, 323 fora communautaires ont été réalisés. Quant aux séances de sensibilisation, 345 se sont tenues sur l’ensemble du territoire national.

Les activités menées pour le renforcement de la communication du RNU sont :

❖ **Elaborer un plan de communication du RNU**

L’atelier, tenu les 27 et 28 Juillet 2017 à Saly, a permis l’élaboration d’un plan de communication du RNU en cours de finalisation.

❖ **Confectionner les supports de communication**

De nombreux outils ont été confectionnés notamment des guides de pré-identification, des calendriers, des agendas, des Tee-shirt avec les effigies du RNU. Un ensemble de supports prévus doit être mis en place par le cabinet de communication recruté pour accompagner la DGPSN dans sa stratégie de communication. Le retard lié à la sélection dudit cabinet a fait que tous les autres outils attendus n’ont pas pu être produits.

❖ **Assurer la communication institutionnelle du RNU**

Concernant la communication institutionnelle du RNU, six (6) présentations ont été effectuées (Primature, Réseau ONG SA, Ministère de l’Agriculture et de l’Equipement rural, Fonds des Nations pour l’ l’Agriculture et l’Alimentation et la DGPSN, Acteurs Non Etatiques, régions de Kolda, Sédhiou, Ziguinchor, Tambacounda et Kédougou).

II.1.3. Composante suivi-évaluation

Résultat 6 : La pratique du suivi et de l’évaluation des stratégies et des programmes de protection sociale est promue

Tableau 5: Situation des indicateurs liés au résultat 6

Indicateurs de mesure		Réalisation	Cible
-----------------------	--	-------------	-------

¹ La région de Sédhiou n’a pas d’opérateur social

	Année de réf (2016)	2017	2018	2018
Disponibilité de manuels de suivi-évaluation du secteur PS	1	Non	Oui	Oui
Disponibilité de manuels de suivi-évaluation de la DGPSN		Oui	oui	Oui
Nombre de structures sectorielles bénéficiant d'un appui pour la mise en place et le fonctionnement de leur dispositif de S & E	1	3	1	3
Nombre missions de suivi des projets et programmes de PS organisées	1	2	2	2
Nombre de rapports de suivi produits pour le secteur	1	1	1	3
Nombre de rapports de suivi PTA de la DGPSN produits	1	5	2	5
Taux d'exécution du plan d'actions	1	85%		85

La performance en matière de promotion du suivi-évaluation est relativement. Ce sont 3 /7 indicateurs (en rapport avec les manuels de suivi-évaluation, au suivi des projets et programmes, à la production de rapports de suivi PTA de la DGPSN) qui ont leur cible atteinte, soit un de moins que l’année 2017. Les raisons de cette contreperformance sont expliquées dans l’exécution des activités suivantes.

❖ Elaborer les manuels de suivi évaluation du plan stratégique de la DGPSN et celui de la Stratégie Nationale de Protection Sociale

L’élaboration de manuels de suivi et évaluation se fait afin d’organiser la fonction de programmation, de suivi et d’évaluation de la SNPS et du plan stratégique de la DGPSN. Les deux documents sont disponibles.

❖ Elaborer les rapports de suivi de la DGPSN

L’Elaboration des rapports semestriels et annuel de suivi de la protection sociale n’est pas encore effective. Les cibles du cadre de mesure de rendement et du plan d’Action Multisectoriel (PAM) ne sont pas encore renseignées. L’atelier qui était prévu à cet effet au mois de décembre 2018 n’a pu se tenir fautes de disponibilité financière.

La contribution de la DGPSN à ce résultat se fait à travers l’élaboration de ses rapports semestriels et annuels. L’exercice de cette année n’a pas permis d’élaborer les rapports semestriels attendu. Seul deux rapports (1^{er} semestre et annuel) ont été réalisés. Cette situation marque une tendance baissière dans l’élaboration des rapports entre 2016 et 2018 où, respectivement 4/5 ; 3/5 et 2/5 sont produits

❖ Appuyer les sectoriels dans la mise en place de leur système de suivi et évaluation

La construction du système de suivi et évaluation repose sur l’existence de sous-systèmes au niveau des sectoriels. Parmi les trois structures avec qui la démarche a été enclenchée depuis 2017, seul l’appui à la Division des Cantines Scolaires a pu connaître une évolution au cours de l’année. En effet, un appui financier et technique a permis la réalisation sur « Evaluation du coût d’un programme d’alimentation scolaire et définition d’une stratégie de mobilisation de ressources durables pour l’alimentation scolaire au Sénégal ».

❖ Organiser des missions et rencontres conjointes de suivi et de coordination du secteur

Dans le cadre de la coordination et du suivi de la SNPS, des missions et rencontres conjointes de étaient prévues. Deux missions l’une pour l’axe nord et l’autre pour l’axe centre ont été organisées. Elles ont été tenues dans le cadre de la mise en place des plateformes régionale de coordination et suivi de la SNPS. Les deux équipes mobilisées étaient composées des agents de la DGPSN et des membres du comité technique.

Organiser la revue annuelle du secteur de la protection sociale

La revue annuelle de la protection sociale était tenue le 5 juillet 2018. Une bonne représentation des acteurs a marqué cette rencontre avec une soixantaine de personnes mobilisées. Entre autres représentants on peut citer : les PTF, le MEFP, les sectoriels, la société civile, des consultants, et la presse. Elle a permis de discuter des performances enregistrées en 2017 et de poser les perspectives et défis de la protection sociale. Elle a été aussi l’occasion de présenter le manuel de suivi et évaluation de la SNPS.

❖ Renforcer les capacités des acteurs en suivi et évaluation

Pour rendre opérationnels les dispositifs de suivi évaluation de la DGPSN et de la SNPS, la DGPSN s’est inscrits dans une dynamique de renforcement de capacités des acteurs. Une formation a été prévue durant le dernier trimestre de l’année. Toutefois, elle n’a pas eu lieu du fait du non convenance de la date qui était retenu, vu qu’elle correspondait avec la période du Gamou. A la suite, la priorité était donnée à la tenue de l’atelier de renseignement des cibles de la PAM

❖ Réaliser des études thématiques liées à la Protection Sociale

Cette année, dans le cadre de l’aide à la prise de décisions des autorités, le comité technique du CIP avait inscrit sur sa feuille de route la réalisation de deux études. C’est celle se rapportant à la « Evaluation du coût d’un programme d’alimentation scolaire et définition d’une stratégie de mobilisation de ressources durables pour l’alimentation scolaire au Sénégal » qui a été réalisée.

II.1.4.Composante communication

Résultat 7 : la visibilité de la DGPSN est améliorée

Tableau 6: Situation des indicateurs liés au résultat7

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre de bulletins de liaison élaborés		2	0
Disponibilité du film institutionnel		1	0
Nombre d’affiches et de posters produits		3 200	0
Nombre de banderoles évènementielles produites		5	0
Nombre de Boites à images produits (éducation, état civil)		12000	11400

La prise en charge des indicateurs de performance en matière de l’amélioration de la visibilité de la DGPSN n’est pas encore une réalité. Aucun indicateur n’a atteint la cible même si l’achèvement des activités en cours permettra de réaliser la performance attendue. Concernant la communication pour le changement de comportement, les Boîtes à images (BAI) sur l’éducation et sur l’état civil ont été produites.

❖ Réaliser des Publi-reportages et des témoignages

La cellule communication de la DGPSN a réalisé un publi-reportage basé sur 14 témoignages de bénéficiaires du PNBSF. Il aborde divers thèmes tels que l’utilisation des transferts monétaires, l’apport des séances de sensibilisation en matière de santé, d’éducation et d’état civil etc.

❖ Diffuser de publi-reportages, témoignages, sketches et spots

Un cabinet de communication est recruté pour la réalisation et la diffusion des spots et sketches au niveau des radios communautaires dans les 45 départements du Sénégal. D’spots réalisés par la cellule de communication sont destinés aux chaines de télévisions qui doivent signer des conventions avec la DGPSN.

❖ **Confectionner des banderoles évènementielles pour les différentes composantes de la DGPSN et les manifestations majeures**

Des banderoles évènementielles ont été produites à l’occasion de moments importants pour les différentes composantes de la DGPSN (Revue du secteur de la protection, missions de capitalisation des interventions des acteurs non étatiques des régions du Sud et du Sud-Est, atelier de la planification de la SNPS et atelier de révision de la fiche unifiée).

Par ailleurs, il est important de mentionner :

- ✓ la large vitrine ouverte dans la 11^{ème} édition de « ONE AFRICA, ONE VOICE », une revue de grande notoriété du Parlement Panafricain basé à Johannesburg, sur les réalisations de la DGPSN dans le cadre de la lutte contre la pauvreté à travers le PNBSF ;
- ✓ la Production de goodies, T-Shirts, casquettes, calendriers, etc., pour promouvoir la visibilité à la DGPSN.

Résultat 8 : Des partenariats pour le plaidoyer sont Développés

Les activités prévues pour le plaidoyer de la politique de protection sociale (ateliers de mise à niveau de la presse et des acteurs culturels, communications au sein des principales institutions représentatives etc…) n’ont pas été exécutées.

II.2. Objectif 2 : développement de projets/programmes de filets sociaux structurels et conjoncturels intégrés

II.2.1.Composante programmes de cash transfert

Résultat 1: La mise en œuvre du Programme National de Bourses de Sécurité Familiale est consolidée

Tableau 7: Situation des indicateurs liés au résultat1

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre de ménages bénéficiaires de la BSF		300.000	316.941
% de ménages bénéficiaires ayant reçu des transferts monétaires du PNBSF		98%	95%
% de ménages bénéficiaires ayant reçu l'intégralité des transferts de l'année les cent mille francs (100 000 CFA)		90%	95%
volume monétaire transféré par le PNBSF aux bénéficiaires (milliards FCFA)		30	27, 924
% de coordonnateurs régionaux formés sur le PNBSF		100%	100%
Nombre de séances de sensibilisation organisées sur le PNBSF		31.600	12.593
Disponibilité du SIG du PNBSF		oui	Oui
% de réclamations résolues		90%	70 %

Pour la consolidation du PNBSF, sur 8 indicateurs retenus, 3 ont atteint leur cible.

Par contre, certaines contreperformances ont été relevées :

- Séances de sensibilisation : on constate une couverture de 40% suivant l’exploitation des rapports produits ;
- Réclamations : les cas de réclamations non résolues touchent 30 % de la cible. Il s’agit des ménages sortis par erreur de la base de données lors de sa mise à jour. Toutefois, leur réintégration dans la base de données se fera lors du prochain paiement ;
- Volume des transferts monétaires : il est à 93 % du montant des bourses de sécurité familiales à distribuer ;

- Perception de la totalité des allocations annuelles (100.000 F CFA) : ici, on note une faible déperdition de 5 % avec un record de 95 % de couverture effective;
- Couverture des allocataires de bourses ayant perçu (1à 4 trimestres) : sur les 98 % de la cible, 95 % des allocataires ont perçu des bourses. Les perdus de vue se limitent à 3 %.

Les activités réalisées dans ce cadre sont:

❖ **Assurer le transfert monétaire aux ménages bénéficiaires de la BSF**

Pour l'année 2017, 300.104 ménages ont été payés, soit en moyenne 258.104 ménages par La Poste et 42.000 par Orange, pour un volume monétaire transféré de 27,924 milliards. A cela s'ajoutent les détenteurs de la Carte d'Egalité des Chances (CEC) enrôlés dans le PNBSF qui sont de l'ordre de 21.080.

Par ailleurs, le volume monétaire transféré aux bénéficiaires de la bourse de sécurité familiale est de 27,924 milliards sans tenir compte des CEC.

❖ **Assurer les transferts monétaires liés aux chocs**

Un projet pilote de réponse aux chocs ciblant 8.175 ménages a été expérimenté à Malem Hoddar et Goudiry. Il avait pour objectifs de tester: i) les outils existants notamment le RNU ; ii) le transfert monétaire comme réponse à l'insécurité alimentaire ; iii) de nouveaux mécanismes de mise en œuvre sur le terrain.

L'ensemble des ménages ciblés ont reçu le transfert. Ils se répartissent comme suit : 3.551 à Malem Hoddar, pour un montant de 462.045.000 francs CFA et 4.624 à Goudiry pour un montant de 619.875.000 francs CFA, soit un volume monétaire global de 1.081.920.000 francs CFA.

Les facteurs suivants ont contribué à la bonne exécution du projet pilote : une implication de toutes les parties prenantes, l'élaboration d'un manuel de procédures, et l'amélioration du système d'alertes précoce.

❖ **Assurer les transferts monétaires pour le renforcement des capacités productives des ménages pauvres et vulnérables (Test sur les AGR)**

Au cours de cette année, les activités sont liées à la mise en œuvre du projet Yook Koom Koom. Ainsi, une enquête de référence (effectuée par cabinet « Centre de Recherche et de Développement Economique et Social (CRDES) »), l'élaboration d'outils de mise en œuvre, l'identification de success-stories sur les aspirations et les normes sociales, le recrutement d'Opérateurs sociaux ont été menés. Le projet intervient dans les régions de Dakar, Thiès et Kaolack, pour une cible totale d'environ 12.000 ménages bénéficiaires

❖ **Développer des supports de communication sur le PNBSF**

Pour l'année 2017, 6000 boîtes à images sur l'état civil, et 5000 sur l'éducation ont été distribuées pour servir de supports aux séances de sensibilisation. Seules les boîtes à images prévues pour Sédhiou n'ont pas été distribuées du fait que cette région ne dispose pas d'un opérateur social.

❖ **Concevoir un SIG du PNBSF**

Le SIG du PNBSF est cours de déploiement. Au mois d'octobre, la DGPSN a procédé à son test et à la formation des superviseurs des Opérateurs Sociaux (EVE et CONCEPT) évoluant dans les régions de Dakar et Kaffrine.

Résultat 2: Les ménages bénéficiaires de cash transfert sont accompagnés et les appuis aux ménages pauvres ou victimes de chocs sont bien coordonnés

Tableau 8: Situation des indicateurs liés au résultat2

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
% de ménages qui assistent aux séances d'information organisées sur les paramètres du PNBSF		85%	90%
Nombre de missions conjointes de suivi avec les responsables de filets sociaux		2	0
Nombre d'opérateurs sociaux ayant signé des contrats avec la DGPSN		13	13

Les objectifs fixés ont été atteints pour les deux indicateurs. Des missions conjointes de suivi des filets sociaux n’ont pas été organisées cette année. Les 13 opérateurs sociaux ont bénéficié d’un renouvellement de leur contrat avec la DGPSN.

Le niveau de réalisation de résultat découle activités suivantes :

❖ **Contractualiser avec les opérateurs sociaux qui organisent des séances de sensibilisation et des foras**

Seule la région de Sédhiou ne dispose pas d’opérateur social ; celui-ci sera recruté au courant du premier trimestre de 2018.

❖ **Développer des actions d’accompagnement pour la sortie**

Même si la durée dans le PNBSF été fixée à 5 ans, la seule condition du maintien d’un ménage dans le Programme ou de l’enrôlement d’un nouveau ménage est leur situation d’extrême pauvreté. Donc, au bout de 5 ans, tous les ménages bénéficiaires devront être évalués, par le biais d’un processus communautaire et un scoring à la suite d’une enquête, pour établir leur situation de pauvreté.

Les comités locaux réévalueront les listes des ménages pré-identifiés dans leurs communautés au cours des années précédentes.

Le RNU enquêtera l’ensemble des ménages sur les nouvelles listes du Comité de Ciblage et les ménages extraits des listes seront considérés comme étant sortis de l’extrême pauvreté.

❖ **Mener les évaluations (d’impact, de processus et Carte Communautaire de Performance-CCP) relatives au PNBSF**

En 2017, l’évaluation de la CCP interne a été réalisée avec la mise à contribution des coordonnateurs régionaux. Un rapport d’évaluation a été produit. Quant à la CCP externe, elle est en cours de réalisation. Le rapport de l’étude est attendu durant le premier trimestre de 2018.

Résultat 4 : Développement de partenariats et de la recherche-action autour des projets de sociaux

Tableau 9: Situation des indicateurs liés au résultat4

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre de protocoles de partenariat signés		5	6
Nombre de ménages touchés par les interventions des partenaires		10.000	11.166

Dans le cadre de l’accompagnement des ménages, il a été retenu comme stratégie d’aller vers des partenariats avec des acteurs étatiques et non étatiques pouvant appuyer les bénéficiaires du PNBSF.

Les activités exécutées dans ce cadre de résultat sont :

❖ **Signer des conventions-cadres avec les ministères, les Collectivités locales, etc.**

Un protocole de partenariat vient d’être signé avec l’Association des Maires du Sénégal (AMS) pour un projet dénommé «l’Initiative des Maires pour l’Autosuffisance en Mouton (IMAM) ». Ce partenariat permettra à 250 ménages, dans 25 communes-pilotes de bénéficier de bergeries.

❖ **Mettre en œuvre les alliances stratégiques avec des projets et programmes de résilience**

Les réalisations dans le cadre des partenariats avec HKI, PADAER et USAID-Yajende ont été capitalisées et continuent d’inspirer les pratiques. Deux partenaires ont été particulièrement actifs en 2017 : le PASA-LUMAKAF et le Programme multinational de Renforcement de la Résilience à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS).

Dans le cadre du partenariat avec le PASA-LUMAKAF, les bénéficiaires du PNBSF ont été organisés en associations pour recevoir des formations en agriculture familiale et en commercialisation des produits agricoles. Ils ont reçu 9 bergeries et 15 poulaillers à Louga et à Kaffrine. A Louga, 9 bénéficiaires du PNBSF, équipés de chariots octroyés par le PASA-LUMAKAF, commercialisent du lait.

Avec le P2RS qui couvre les régions de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor, le processus d’enrôlement des ménages du RNU et du PNBSF est en cours. En fin 2017, 30% des ménages bénéficiaires du PNBSF de la région de Fatick ont été appuyés.

II.2.3.Composante solidarité nationale

Résultat 5 : Renforcement de la mobilisation des ressources financières pour la solidarité nationale

Tableau 10: Situation des indicateurs liés au résultat5

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Tenue de la journée de solidarité nationale	NA	Oui	non

Le seul indicateur retenu, relatif à la tenue de la journée de solidarité nationale n’a pas atteint la cible.

Cependant les deux activités suivantes ont été déroulées:

❖ **Elaborer le manuel des opérations du FSN**

Chaque division du FSN a fait une description exhaustive de ses procédures, il reste à effectuer la compilation pour disposer du document final.

❖ **Développer et mettre en œuvre des stratégies de fundraising**

Depuis la mise en place d’un comité technique, aucune autre tâche n’a été effectuée ; ce qui aléatoire la tenue de la journée de solidarité.

Résultat 6 : Meilleure prise en charge des interventions d'urgence et des appuis aux populations défavorisées

Tableau 11: Situation des indicateurs liés au résultat6

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
% de demandes d'appui satisfaites par le FSN		10%	50.16%
Nombre de missions terrain d'assistance aux sinistrés		10	3
Nombre d'agents du FSN formés		5	7

Sur les 3 indicateurs, 2 ont atteint leur cible. Seul le nombre de missions d'assistance aux sinistrés est largement en deçà des prévisions. Globalement, les demandes d'appui, ont non seulement fait l'objet d'un traitement diligent, mais ont été satisfaites. De même, la plupart des agents du FSN ont bénéficié d'un renforcement des capacités. Ici, la seule contreperformance s'attache à la faible couverture de la mission d'assistance.

❖ **Assister les personnes indigentes ou atteintes de maladies à soins coûteux**

Des efforts ont été faits par le Fonds de Solidarité nationale au regard du volume d'aide mis à la disposition des populations indigentes. Il s'agit de l'appui apporté aux familles sinistrées, de celui mobilisé en faveur des personnes sous traitement médical.

- **Assistance médicale**

Les demandes de prise en charge de frais médicaux des personnes souffrant de maladies à soins coûteux, 219 (dont 19 cas de cancer) ont été satisfaites. Ces malades ont bénéficié des soins adéquats dans les structures hospitalières ayant signé une convention avec le Fonds de Solidarité nationale.

- **Aides et secours**

En outre, 11.505 personnes démunies ont bénéficié d'un appui pour un montant global 275.575 000 F à l'occasion des fêtes de Tabaski, de Tamkharite et de Noël. Par ailleurs, sur l'ensemble des demandes d'aide destinées à l'entretien des familles, 483 ont été satisfaites pour un montant global de 120.613.486 F

S'agissant de la distribution des secours pour atténuer les conséquences des catastrophes, elle consiste à la remise d'argent, de matériel de literie et de denrées alimentaires aux ayant droits. Elle a concerné 359 cas pour une valeur de 21.100.000 F à travers l'ensemble du pays.

A cela, s'ajoute la distribution de 278 tonnes de viande (carcasses de moutons) d'une valeur monétaire de 278.070.000 F CFA allouées à l'Etat du Sénégal par le Royaume d'Arabie Saoudite.

En définitive, le volume financier global de l'assistance apportée aux populations en 2017 par le Fonds de Solidarité nationale se chiffre à 801.141.810 FCA

Tableau 12: Etat récapitulatif des demandes d'aides

Types de demandes	Nombre	Nombre de demandes satisfaites
Prise en charge de frais médicaux	829	219
Secours aux victimes de sinistre	98	359
Appuis financiers aux ménages	534	483
Aides pour naissances multiples	14	11
Appuis pour cérémonies et fêtes religieuses	236	-
Prise en charge de frais d'étude de scolarité	145	18
Appuis aux associations	85	
Appuis pour paiement de loyer et d'habitation	63	-
AGR	27	-
Appuis pour demandes d'agrément	120	-
Autres	35	-
Total	2.151	-

Résultat 7 : Financement d'activités génératrices de revenus et facilitation de l'accès aux services sociaux de base :

Les activités planifiées notamment « déterminer les localités d'interventions pour des AGR » et « identifier les bénéficiaires » n'ont pas été déroulées, car non prises en charge par le budget 2017 du Fonds de Solidarité nationale.

Cependant, certaines demandes d'aide tendant à relancer ou initier de petites activités, surtout commerciales ont été satisfaites avec les ressources de la ligne de crédit prévue pour les aides et subventions, elles ont concerné au moins six (6) requêtes.

II.2.4.Composante sécurité alimentaire

Résultat 8 : La surveillance des marchés céréaliers assurée

Tableau 13: Situation des indicateurs liés au résultat8

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre de bulletins d'informations (SIM) publiés par an	12	12	12
Nombre visites sur les marchés	756	756	700

Au terme de la période, les 2 indicateurs ont atteint leur cible.

Les activités déroulées pour l'atteinte de ce résultat sont :

❖ Collecter et analyser les données, éditer, publier et diffuser les bulletins SIM

L'information sur l'évolution des prix de certaines denrées alimentaires est diffusée par un bulletin d'information mensuel. Le recueil de données s'est effectué régulièrement sur les 18 produits suivis dans les 54 marchés-témoins. L'ensemble des bulletins ont été édités et publiés.

Ainsi, cette année, l'évolution des prix des produits à travers le pays se résume comme suit :

Les prix moyens mensuels de détail par kilogramme des céréales locales sèches se situent à 230 francs CFA (mil souna), 247 francs CFA (sorgho), 221 francs CFA (maïs). Les prix moyens de ces produits sont supérieurs à leur niveau de toutes les périodes de référence par rapport aux moyennes quinquennales (2012-2016).

Le prix moyen détail du kilogramme de riz local décortiqué a connu une légère baisse, les prix du riz non parfumé et parfumé brisé détail sont restés relativement stables pour cette période. Les baisses par rapport à toutes les périodes de référence sont très faibles.

Les quantités de légumineuses (niébé et arachide) ont significativement baissé dans certains marchés au moment où l'on note une forte demande de cet oléagineux pour les besoins des semences. Pourtant une baisse importante des prix moyens par kilogramme de ces deux spéculations est notée et les prix sont globalement inférieurs à leurs niveaux pour toutes les périodes de référence.

❖ Participer aux activités des cadres de collaboration avec les autres acteurs de la Sécurité Alimentaire

Le CSA est membre actif de toutes les instances œuvrant dans la sécurité alimentaire au niveau national, régional et sous régional (GTP, RESIMAO, Cadre harmonisé etc.) ; ce qui lui permet d'appliquer de manière plus efficace et efficiente les conclusions et recommandations de ces différentes instances. C'est dans ce cadre que le CSA a signé, avec les instances de pilotage et de coordination comme le (DRIARS, UE/CSE, RESOGEST, RSA etc.), des conventions et protocoles d'accord et participe à plusieurs activités organisées par ces instances (missions,

formations, réunions techniques ou séminaires (cf. Annexe 4 : Participation du CSA aux activités des cadres de collaboration de la sécurité alimentaire).

Résultat 9 : Le partenariat et la coopération entre pays ou organismes consolidé

Tableau 14: Situation des indicateurs liés au résultat9

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre d'accords de dons signés		3	3
Montant (ou volume) de l'aide provenant des partenaires (en milliards)		4	4
Quantité de dons acquis (en tonnes)		100	100
Nombre de missions conjointes effectuées		1	1

Dans le cadre de la coopération internationale, le CSA est le bras opérationnel du Gouvernement du Sénégal pour la réception, le stockage et la distribution gratuite et/ou la vente de l’aide alimentaire reçue de pays ou organismes donateurs. Plusieurs partenariats noués ont permis d’aboutir à des axes de collaboration. Tous les quatre (04) indicateurs de ce résultat ont atteint leur cible.

Les activités menées pour la réalisation de ce résultat sont les suivantes :

❖ **Coordonner, rechercher des aides alimentaires et renforcer le partenariat avec les PTF.**

Cette activité s’est réalisée à travers : i) la Planification des besoins en aide alimentaire ; ii) la coopération avec le gouvernement japonais, la formulation des requêtes additionnelles Sursaries du KR 2017, frais d’approche du KR1 2016 et KR1 2017 ; iii) la participation à l’élaboration et à la planification du projet pilote de cash transfert au niveau des départements de Goudiry et Malem Hoddar financé par la Banque Mondiale; iv) la participation à la mise en œuvre du plan urgence sur la Sécurité Alimentaire (PUSA) 2017 financé par le Japon.

❖ **Suivre les conventions et accords :**

Il s’est matérialisé par le suivi et la mise en œuvre des accords de partenariat existants avec le PAM (Extension du protocole TIEM) , la République d’Arabie saoudite (don de 100 tonnes de dattes), le Japon (l’accord de don pour le KR1), la Banque Islamique de Développement (suivi des marchés dans les cinq régions cibles du projet DRIARS), le Ministère de la pêche (Projet WISE FHI 306 qui fournit l’information sur la situation météorologique, les prix pratiqués sur les marchés de poissons frais et transformés et sur les meilleures pratiques de transformation et de conservation, la CEDEAO (Projet d’appui de la réserve de la CEDEAO), le Ministère de la Famille et le Ministère de l’Education Nationale (l’Initiative Nationale pour la Protection Sociale des couches Vulnérables -INPS), l’Union Européenne (l’achat des 10.000 tonnes de vivres dans le cadre du 11^{ème} Fonds Européen de Développement -FED), les pays du Sahel (African Risk Capacity (ARC), la Banque Mondiale /PAFS (projet pilote de cash transfert dans les départements de Goudiry et Malem Hoddar), le Réseau des Sociétés ou Offices chargés de la Gestion des Stocks Nationaux de Sécurité Alimentaire au Sahel et en Afrique de l’Ouest (constitution de réserves alimentaires à travers la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire des pays membres de la CEDEAO et du CILSS).

Résultat10 : La population en situation d’insécurité alimentaire est assistée

Tableau 15: Situation des indicateurs liés au résultat10

Indicateurs de mesure	Année de réf (2016)	2017	
		Cible	Réalisation
Quantité de stock acquise (en tonnes)		18800	15.496
Quantité distribuée (en tonnes)		15.496	15.407,55
Nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire ayant bénéficié d'un appui		10.350	34.562

Entre autres missions, le CSA gère un fonds et/ou un stock national de sécurité alimentaire. A ce titre, il dispose annuellement d’une dotation budgétaire de l’Etat pour la réalisation de ce stock destiné à l’assistance en vivres aux populations victimes de chocs.

L’atteinte de ce résultat à 90% s’est faite à travers les activités suivantes :

❖ Reconstituer le stock de sécurité alimentaire

La reconstitution du stock se fait à travers l’acquisition de riz au niveau de la vallée et son stockage dans les magasins du CSA. Ce processus a permis de mettre en stock 15.496 tonnes sur une cible de 18800 tonnes, soit un taux de réalisation de 99,4 %

❖ Assister les populations en situation d'insécurité alimentaire

La distribution du riz aux populations en situation d’insécurité alimentaire, est précédée par l’établissement d’un planning et d’un ordre administratif et logistique (OAL). Malgré la rupture de stock notée dans certaines inspections régionales, résultant du réajustement budgétaire tardif, tous les évènements majeurs de l’année ont été couverts. Durant la période sous revue, la majorité des évènements ont été couverts, soit 100% de la cible.

Résultat 11 : La capacité d’intervention du CSA renforcée

Tableau 16: Situation des indicateurs liés au résultat11

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
Nombre d'agents du CSA formés		45	0
Nombre de véhicules réparés		10	0

Les résultats escomptés ne sont pas atteints compte du tenu du réajustement budgétaire tardif. Aucune procédure d’engagement des dépenses n’a été effectuée par les services concernés.

II.3.Objectif 3 : amélioration du cadre fonctionnel de la DGPSN

II3.1.Composante gestion

Résultat 1 : L’organigramme de la DGPSN est adapté aux missions

Tableau 17: Situation des indicateurs liés au résultat1

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
disponibilité du rapport diagnostique de la DGPSN actualisé		Oui	Non
Disponibilité d'un organigramme		Oui	Non
Niveau d’inventaire du matériel outillage, équipement		90%	90%
Existence d’une comptabilité des matières à jour		oui	Oui

Pour ce résultat, on note une gestion matérielle qui s’opère par un inventaire non seulement régulier mais exhaustif. Quant aux activités relatives à l’organigramme, elles connaissent un bon niveau d’avancement.

Les différentes activités menées sont:

❖ **Procéder au diagnostic organisationnel de la DGPSN, mettre à jour l’organigramme de la DGPSN et actualiser le manuel de procédures administratives et financières de la DGPSN**

L’organigramme de la DGPSN est en cours de finalisation, tout comme la mise à jour du manuel de procédures administratives, financières et comptables. Il faut aussi relever que le manuel de procédures prend en compte les dispositions du Décret d’organisation et de fonctionnement de la DGPSN, en ce qui concerne les attributions du Délégué général, qui ne peuvent être mises en œuvre par un autre membre du personnel sauf par délégation de pouvoir. Il prendra en compte les schémas directeurs de l’organigramme, qui sera approuvé par arrêté, de même que les lignes directrices en se basant sur le Plan stratégique de la DGPSN.

En termes d’acquisition de logistique, l’achat de voitures était prévu. Il a été réalisé pour une valeur de 60 millions.

Résultat 2 : Le système de contrôle interne est renforcé

Tableau 18: Situation des indicateurs liés au résultat2

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
Disponibilité d'un manuel de procédures actualisé et approuvé		oui	oui
Pourcentage d'employés qui connaissent le manuel de Procédures actualisé		80%	80%
Disponibilité de la cartographie des risques		oui	Oui
Nombre d'audits externes effectués		1	0
Disponibilité des états financiers et comptables		oui	Non
Existence de compte administratif annuel		oui	Non
Taux d'absorption des crédits ;		70%	90%
Ratio de Solvabilité fiscale (dettes fiscales payées/ dettes fiscales échues) = 100% pour chaque année		100%	100%
Disponibilité du tableau d'apurement des arriérés fiscaux et sociaux le cas échéant		0	0
Nombre de situations d'exécution budgétaires trimestrielles		4	4
Pourcentage des commandes effectuées en conformité avec le Code des Marchés publics		100%	100%
Pourcentage des commandes effectuées en conformité avec les procédures des bailleurs		80%	100%

Sur les 12 indicateurs retenus, 9 ont atteint la cible. Le respect des procédures du code des marchés publics, la production de situations d'exécution budgétaires trimestrielles et la cartographie des risques sont des pratiques courantes à la DGPSN.

Cette performance découle des activités ci-dessous :

❖ **Elaborer la cartographie des risques et déterminer les mesures de couverture des risques identifiés**

Deux rapports diagnostiques (pour le PAFS et pour les autres services de la DGPSN) ont été produits en février 2017 suite à l’analyse de l’environnement des différents services de la DGPSN. Les risques ont été identifiés et des mesures proposées. Après cette étape, un plan d’actions et un programme annuel d’audits ont été élaborés.

Quant aux activités relatives à la sensibilisation des collaborateurs au contrôle interne et aux audits externes, elles n’ont pas été réalisées.

❖ **Automatiser les procédures administratives, budgétaires, comptables et financières**

Cette activité concerne la virtualisation des engagements et mandatements, de même que le suivi de l'exécution budgétaire : la faiblesse du budget prévu (10.000.000 CFA) par rapport aux offres soumises explique sa non-exécution pour cette année.

Résultat 34 : La gestion des ressources humaines et matérielles est améliorée

Tableau 19: Situation des indicateurs liés au résultat3

Indicateurs de mesure	Année de réf (2015)	2017	
		Cible	Réalisation
% des postes occupés par des agents ayant le profil		75%	75%
Disponibilité du schéma directeur des ressources humaines		Oui	Non
Disponibilité d'un plan de formation		oui	Non
% d'agents de la DGPSN dont les capacités sont renforcées		25%	75%

L'examen des indicateurs montre une performance moyenne pour ce résultat, car la moitié des indicateurs a atteint la cible. De façon générale les ¾ des agents occupent des postes conformes à leur profil et 75% ont bénéficié de formation. Quant au schéma directeur et au plan de formation, ils ne sont pas encore formalisés.

III. ANALYSE DE L'EXECUTION FINANCIERE

III.1. les recettes

Les prévisions en recettes de la DGPSN sont arrêtées à quarante-huit milliards six cent cinquante millions quatre-vingt-treize mille huit cent deux (48.650.093.802) FCFA, contre quarante-sept milliards neuf cent quatre-vingt-dix-sept millions deux cent quarante-et-un mille deux cent trente (47 997 241 230) FCFA en 2016, soit une variation de +2%.

Elles se subdivisent en recettes de fonctionnement pour sept milliards deux cent vingt-deux millions quatre cent vingt mille (7 222 420 000) FCFA dont 91% ont été mobilisées et en recettes d'investissement pour quarante-et-un milliards quatre cent vingt-sept millions six cent soixante-treize mille huit cent deux (41.427.673.802) FCFA dont 51% ont été recouvrées.

III.2. les dépenses

Les prévisions en dépenses de la DGPSN s'élèvent à quarante-huit milliards six cent cinquante millions quatre-vingt-treize mille huit cent deux (48.650.093.802) FCFA en 2017, contre quarante-sept milliards quatre cent quatre-vingt-dix-sept millions deux cent quarante-et-un mille deux cent trente (47.497.241.230) FCFA en 2016, soit une variation de +2%.

Elles se répartissent en dépenses de fonctionnement pour deux cent vingt-deux millions quatre cent vingt mille (7.222.420.000) FCFA, exécutées à hauteur de 89% et en dépenses d'investissement exécutées à hauteur de 90%.

Tableau 20: Situation de l'exécution du budget de 2017

Dépenses	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
Fonctionnement	7 222 420 000	6 429 209 264	89%
Investissement	41 427 673 802	37 350 506 713	90%
TOTAL	48 650 093 802	43 779 715 977	90%

IV. DIFFICULTES

Même si le niveau de réalisation des activités du plan de travail annuel 2017 est satisfaisant, il faut noter qu'en dehors de la mise en place tardive du budget de la DGPSN (fin mai 2017),

un certain nombre de contingences ont limité la portée des actions entreprises. Il s'agit principalement de :

IV.1. Les difficultés notées en lien avec l'objectif 1

A. Composante Coordination et régulation

- ❖ le faible niveau de représentation des structures membres du Comité Interministériel de Pilotage de la SNPS de quoi ne pas faire du CIP un centre de décision ;

B. Composante Registre National Unique

- ❖ l'ingérence des Maires dans la redistribution des quotas d'extension RNU dans certaines collectivités locales ;
- ❖ les lenteurs administratives dans la transmission des quotas aux autorités locales ;
- ❖ le retard dans la tenue des ateliers régionaux d'information sur le RNU lié à la non-fonctionnalité du SIG/RNU ;

C. Composante suivi-évaluation

- ❖ la lourdeur des procédures de mise à disposition des fonds de la DGPSN, notamment pour la tenue d'ateliers au niveau déconcentré ;
- ❖ la lourdeur des procédures de mise en place du dispositif de coordination et suivi et évaluation de la SNPS (élaboration CMR, PAM) ;
- ❖ l'absence du réflexe, pour les directions et services, d'éditer un rapport chaque trimestre, ce qui engendre un retard dans la disponibilité des rapports de suivi du PTA ;

D. Composante communication

- ❖ un déficit de cohérence d'ensemble des actions de communication pour une bonne lisibilité de l'action DGPSN ;

IV.2. Les difficultés notées en lien avec l'objectif 2

E. Composante programmes de cash transfert

- ❖ les ruptures de fonds constatées dans plusieurs régions avec le paiement de la Poste ;
- ❖ la difficulté d'identification des bénéficiaires au niveau des guichets de La Poste ;
- ❖ le non-respect par les bénéficiaires des dates de paiement indiquées dans les plannings ;
- ❖ l'éloignement des sites de paiement dans certaines régions (difficultés d'accès) ;
- ❖ des détenteurs de CEC, nettoyés de la base lors de sa mise à jour par la DGAS ;

F. Composante solidarité nationale

- ❖ l'absence d'une ligne de crédit pour l'exécution des AGR ;
- ❖ le déficit criard de personnel technique ;
- ❖ l'insuffisance des ressources affectées à la gestion des demandes d'aide devenues de plus en plus nombreuses.

G. Composante sécurité alimentaire

- ❖ la vétusté du parc automobile (Lourd et léger) ;
- ❖ le retard des engagements dû aux contraintes budgétaires ;
- ❖ la faiblesse des ressources humaines et de la dotation en carburant dans certaines inspections régionales.

IV.3. Les difficultés notées en lien avec l'objectif 3

H. Composante gestion

- ❖ la difficulté à mobiliser les ressources inscrites par l'État pour le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF), occasionnant une dette importante vis-à-vis de la SN POSTE.

V. PERSPECTIVES

V.1. Les perspectives en lien avec l'objectif 1

A. Composante Coordination et régulation

L'encadrement de la protection sociale est une nécessité d'où, le besoin de cohérence dans la mise en œuvre des programmes. Ainsi, il est prévu, en 2019, de :

- ❖ Elaborer la loi d'orientation de la protection sociale ;
- ❖ Définir un paquet de service de base
- ❖ Développer des outils de régulation
- ❖ Réviser le format juridique de la DGPSN.

B. Composante Registre National Unique

- ❖ Renforcer le fonctionnement et l'utilisation effective du SIG ;
- ❖ Poursuivre la mise à jour et l'extension des données du RNU dans les 10 régions restantes ;

C. Composante suivi-évaluation

La DSP attèlera à la fonctionnalité du dispositif de suivi et évaluation. Ainsi, il sera question de :

- ❖ De renseigner les cibles du CMR et du PAM et d'élaborer le PTA de la PAM pour 2019 ;
- ❖ Elaborer les rapports semestriels de la mise en œuvre de la SNPS ;
- ❖ Tenir la revue conformément au délai de la circulaire de Monsieur le Premier Ministre ;
- ❖ Entamer la procédure de mise en place d'un Système d'information informatisé.

D. Composante communication

- ❖ Poursuivre la production des supports de communication avec le cabinet : Sketches, spots sur le PNBSF et le RNU, film institutionnel (DGPSN);
- ❖ Elaborer la stratégie de communication de la DGPSN ;

V.2. Les perspectives en lien avec l'objectif 2

E. Composante programmes de cash transfert

- ❖ Renforcer les postes mobiles avancées pour faciliter le paiement ;
- ❖ Renforcer la communication dans le traitement des réclamations (feed back) ;
- ❖ Veiller à la régularité du paiement ;
- ❖ Evaluer et capitaliser le projet pilote en réponse à l'insécurité alimentaire ;
- ❖ Mettre en œuvre le projet en réponse aux incendies.

F. Composante solidarité nationale

- ❖ Actionner les différents mécanismes de solidarité nationale afin de trouver des ressources additionnelles ;
- ❖ Promouvoir les activités génératrices de revenus comme moyen d'insertion et de réinsertion socio-économiques des populations démunies.

G. Composante sécurité alimentaire

Pour l'année 2018, le CSA compte sur :

- ❖ la mise en place de l'Appui budgétaire Union Européenne 11^{ème} FED pour l'acquisition de dix mille (10.000) tonnes de riz destinées à la reconstitution du stock national de sécurité alimentaire ;
- ❖ la mise en œuvre du protocole avec la CEDEAO qui lui permettra d'abriter les stocks de la réserve du bassin ouest (Sénégal).

V.3. Les perspectives en lien avec l'objectif 3

H. Composante gestion

- ❖ Poursuivre l'amélioration du contrôle interne ;
- ❖ Renforcer les capacités par l'exécution d'un plan de formation adéquat ;
- ❖ Améliorer les bonnes pratiques en matière de gestion

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'année 2017 est la première année de mise en œuvre du plan stratégique de la DGPSN. Les activités planifiées ont été réalisées à plus 80%. L'exécution du PTA a été une expérience riche en enseignements pour i) la coordination du secteur, ii) le suivi et l'évaluation des projets et programmes de la protection sociale, iii) la communication interne et externe, iv) le déploiement du RNU, v) la mise en œuvre des filets sociaux, vi) la solidarité nationale et vii) la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Toutefois pour plus d'efficacité, il est nécessaire de lever les contraintes constatées par :

- un système de suivi et évaluation de ressources (surtout financières) adéquat;
- la tenue de rencontres trimestrielles de suivi du PTA de la DGPSN autour du Secrétaire Général ;
- la promotion de la capitalisation des programmes de protection sociale à travers le comité technique;
- la participation active à la réflexion sur les réformes de la sécurité sociale ;
- la prise d'actes réglementaires devant permettre l'opérationnalisation de la SNPS ;
- la prise en compte des leçons apprises et des recommandations formulées dans la mise en œuvre des activités dans les quatre régions pilotes que sont Matam, Tambacounda, Kaffrine et Kaolack pour la mise à jour et l'extension du RNU ;
- La réalisation de toutes les corrections consignées dans le cahier de test du SIG RNU/PNBSF ;
- la finalisation des manuels d'utilisation et des formations des acteurs sur le SIG ;
- la communication sur l'appropriation et l'utilisation du SIG ;
- la sensibilisation accrue des sectoriel pour le respect des plans d'action arrêtés dans le cadre du processus d'interfaçage des SIG ;
- la mise en œuvre des activités identifiées dans le plan d'action de communication du RNU ;
- une collaboration renforcée avec les coordonnateurs régionaux et les services du développement communautaire pour la mise en place d'Associations de bénéficiaires au niveau des régions ;
- l'organisation d'une réunion de cadrage pour la mise en exécution du budget de renforcement de la résilience des ménages bénéficiaires de bourses de Sécurité Familiale ;

- l'organisation d'une réunion avec la DGAS pour statuer sur le cas des détenteurs de CEC qui ont été retirés après l'actualisation de leur base actualisée;
- le renforcement du personnel du FSN (besoin de deux Planificateurs, un agent chargé du partenariat et de la recherche de fonds, un informaticien, un gestionnaire-comptable, un agent spécialiste en passation de marchés, un agent de communication, un agent chargé du suivi-évaluation, un comptable des matières, une secrétaire de direction, un chef de parc automobile, deux chauffeurs)
- la réalisation d'un stock pour la régulation du marché des céréales locales national. Ce stock constituerait un atout majeur pour atténuer les variations des prix et juguler certaines pratiques spéculatives sur les céréales de base.
- la mise à disposition régulière des crédits inscrits dans la Loi de Finances Initiale (LFI) 2017 pour le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF) afin d'assurer le paiement régulier des allocations des bourses sur fonds propres d'une part, et, d'autre part, d'éviter un encours trop important vis-à-vis de l'opérateur de paiement.

ANNEXES

Annexe1. Le tableau de bord de suivi de l’exécution du plan de travail annuel

Annexe2. Le plan de travail annuel 2018

Annexe3 : Le tableau de bord de suivi du cadre de mesure des résultats de 2018

Annexe4: tableau de la participation du CSA aux activités des cadres de collaboration de la sécurité alimentaire

Rubriques	Partenaires	Lieu	Période
Mission de supervision et de suivi des marchés dans les cinq régions cibles du projet	DRIARS		du 09-19 janvier 2017
Mission de supervision et de suivi des marchés		(Matam)	du 20-26 mai 2017
Participation à l'atelier trimestriel d'évaluation, de planification et d'élaboration du PTBA 2018;			du 05 décembre au 08 décembre 2018
Mission d'évaluation des marchés à		Ziguinchor, Tamba et Fatick	du 17 décembre au 23 décembre 2017.
Primature/SECNSA: Séminaire de formation sur le bilan alimentaire		Lac Rose	du 24-26 janvier 2017
Participation à la mission régionale conjointe d'évaluation des marchés agricoles dans trois pays	RESIMAO, FAO, CILSS	Mauritanie, Gambie, Sénégal	du 30 janvier au 15 février 2017
Mission d'appui de Statistique CANADA pour l'amélioration de la production des statistiques de l'agriculture et de la sécurité alimentaire	DAPSA	Dakar	du 06 – 10 février 2017 ;
Centre de Suivi Ecologique (CSE) : Atelier sur la cartographie des indicateurs de performance dans le domaine de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire	Union Européenne (11ème FED),	Dakar	du 15 au 16 février 2017 ;
Participation à la réunion annuelle info-stocks et de concertation avec les acteurs du stockage de proximité en Afrique de l'Ouest.	RRSA (Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire)	Cotonou (Bénin)	du 20-24 février 2017
Participation à l'atelier d'analyse de l'Economie des ménages (HEA) « Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle des	Comité National Technique HEA	SECNSA	ménages du 27-04 mars 2017
Participation à l'atelier du cadre harmonisé du au SECNSA ;	Cadre harmonisé		06-11 mars 2017
Participation à la réunion portant sur la présentation des résultats du CH et la préparation du Plan National de Réponse (PNR) à l'insécurité alimentaire.			17 mars 2018
Participation à la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest	PREGEC		du 22-24 mars 2017
Participation à la mise en place de la plateforme portant sur la présentation des fonctions;	ECOAGRIS		du 10-15 avril 2017
Ministère de l'Elevage : Participation à l'atelier de validation du texte juridique d'ancrage institutionnel du SIM bétail/PRAPS	PRAPS	Lac Rose	du 20-22 avril 2017
Participation à la réunion de partage des expériences sur la mise en œuvre de l'ARC Sénégal avec la mission togolaise.	ARC		06 juin 2017
Réunion décadaire, contribution du SIM/CSA au bulletin N°01 (01-10 juin) pour le suivi de la campagne agricole 2017/2018 le 12 juin 2017	GTP		
Réunion décadaire, contribution du SIM/CSA au bulletin N° 02 (13-20 juin) pour le suivi de la campagne agricole 2017/2018, le 22 juin 2017.			
Réunion de partage avec les agents du projet et programmation des activités;	FHI 360		du 13 juin 2017

Participation à l'atelier de partage sur la prévision saisonnière des précipitations du Sénégal pour l'hivernage 2017, le	ANACIM :		15 juin 2017
Mission de ciblage PUSA 2017 dans le département Kanel		Kanel	du 27 septembre au 13 octobre 2017
Formation des gestionnaires de stocks et comptables	RESOGEST	Burkina Faso	du 28 novembre au 02 décembre;